

# Programme du PLR

---

Les Libéraux-Radicaux  
Vaud



Liberté



Cohésion



Innovation

**PLR**

Les Libéraux-Radicaux

---

# Introduction

---

Un premier programme - Le PLR. Les Libéraux-Radicaux présente ici son premier programme depuis la fusion du 26 septembre 2012 entre les deux partis. Bien plus qu'une compilation des précédents positionnements et des formations, ce premier programme donne la vision que partage l'ensemble du parti pour les années à venir. Il est le fruit d'un important travail, auquel ont été associés tous les élus du parti ainsi qu'une large délégation de notre base.

Le PLR Vaud s'engage pour une politique libérale, où la responsabilité individuelle assure la liberté de chacun et la prospérité de la société.

# Table des matières

---

INTRODUCTION	3
<hr/>	
VALEURS	6
<hr/>	
I.    Liberté	6
II.   Cohésion	6
III.  Innovation	6
<hr/>	
INSTITUTIONS	7
<hr/>	
I.    Confédération	7
II.   Canton	7
III.  Communes	7
IV.   5 <sup>ème</sup> Suisse	8
<hr/>	
1. FINANCES – FISCALITE	9
<hr/>	
2. ECONOMIE – EMPLOI	12
<hr/>	
2.1.  AGRICULTURE – VITICULTURE	15
2.2.  TOURISME	17
<hr/>	
3. SECURITE – JUSTICE	19
<hr/>	
3.1.  ARMEE – SECURITE INTERNATIONALE	22
<hr/>	
4. POLITIQUE EXTERIEURE – IMMIGRATION – ASILE	24
<hr/>	
5. SANTE	27
<hr/>	
6. SYSTEME SOCIAL ET ASSURANCES SOCIALES	29
<hr/>	
7. FORMATION – RECHERCHE	31
<hr/>	
8. INFRASTRUCTURES – CROISSANCE	33
<hr/>	
8.1.  MOBILITE	34
8.2.  LOGEMENT	36
8.3.  TELECOMMUNICATIONS	38
8.4.  AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	39
8.5.  ENERGIE	41
8.6.  ENVIRONNEMENT	44
<hr/>	
9. CONCILIATION VIES PRIVEE ET PROFESSIONNELLE	46
<hr/>	
10. CULTURE – SPORTS	48
<hr/>	
11. MONDE NUMERIQUE	50
<hr/>	

## VALEURS

---

### I. Liberté

« Il n'y a pas de démocratie sans liberté » ! Cette valeur permet à tout un chacun de choisir son mode de vie, avec un minimum de contraintes et évite toute uniformisation. La tendance actuelle est à toujours plus de régulations et de lois. Le PLR entend garantir la plus large liberté individuelle et d'entreprendre possible. La liberté est toutefois indissociable de la responsabilité individuelle envers la société et l'environnement.

### II. Cohésion

Si l'individu est au centre des priorités de notre politique, il convient également de concevoir notre société dans son ensemble. La cohésion est la colonne vertébrale de la Suisse, le ciment social qui relie ses différents cantons, cultures et langues. Ainsi, la cohésion sociale doit garantir à chacun des conditions de vie digne, un pacte entre les générations, mais aussi une ouverture vis-à-vis des étrangers.

### III. Innovation

« Stagner, c'est reculer » ! Le PLR croit aux opportunités dans le futur et l'innovation est, pour lui, la clef de la prospérité de demain. Il faut cultiver l'esprit d'entreprise et celui de la prise de risques, avec pour corollaire, l'acceptation de l'échec, afin d'atteindre le progrès. Investir dans la formation et la recherche est une priorité.



**Liberté**



**Cohésion**



**Innovation**

## FINANCES – FISCALITE

Valeur: cohésion

Des finances saines sont un gage de cohésion. Le développement du canton et sa stabilité économique en dépendent. Le canton de Vaud, sous un gouvernement à majorité de droite et grâce au soutien des communes, avait réussi à redresser ses finances et à éponger ses dettes en moins d'une dizaine d'années. Aujourd'hui, la majorité de gauche du gouvernement dépense à tout-va. Il faut rester prudent pour que les dettes d'aujourd'hui ne deviennent pas les impôts de demain. Le cap à tenir est celui d'une fiscalité modérée, la moins lourde et la plus simple possible, pour nos citoyens et nos entreprises.

*	AAA	Notation financière du canton de Vaud depuis 2013 (sommet de l'échelle de notation) sur CHF 100.-, c'est ce que l'Etat a dépensé pour la prévoyance sociale (en 2014) (contre CHF 7.75 pour la sécurité) augmentation des charges annuelles du canton avec une majorité de gauche au gouvernement (en 2014 par rapport à 2013)
	CHF 26.10	
	3,4 %	

### NOUS VOULONS

- éviter toute augmentation de l'imposition des personnes physiques et morales et limiter la pression fiscale sur elles ;
- faire participer tous les citoyens, même modestement, à l'effort de l'impôt et veiller à ce qu'il reste le plus bas possible ;
- faire en sorte que les dépenses publiques cantonales soient en adéquation avec la croissance démographique et celle du PIB ;
- freiner les dépenses endémiques de la gauche et viser l'efficacité de l'administration ;
- assurer, dans les meilleurs délais, la mise en place de la réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III), afin de maintenir l'attractivité du canton, de baisser les impôts des PME vaudoises et d'assurer l'emploi ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- ponctionner toujours plus les personnes physiques, notamment les classes moyennes et les entreprises pour financer une étatisation croissante ;
- ponctionner encore plus les communes pour équilibrer des comptes pénalisés par les dépenses sociales ;
- cautionner une « chasse aux riches » qui se traduit par des initiatives irresponsables pour la santé économique de notre pays (ex : 1:12, Salaire minimum, Suppression de l'impôt à la dépense, Six semaines de vacances, Revenu universel, Impôt sur les gains en capitaux, Impôt fédéral de 20 % sur les successions, etc.) ;
- mettre à mal le fédéralisme, comme le souhaite la gauche, en battant en brèche la concurrence fiscale cantonale qui garantit une marge d'attractivité entre les cantons ;
- nous imposer un « Swiss Finish » excessif et anticoncurrentiel, pénalisant notamment notre place bancaire et financière.

## ECONOMIE – EMPLOI Valeurs: Liberté, cohésion, innovation

La prospérité dépend de deux facteurs: premièrement, d'une économie dynamique, bénéficiant de conditions favorables à son développement et à la création d'emplois; deuxièmement, de finances publiques saines, permettant à l'Etat d'investir durablement. La mondialisation étant un fait, la compétitivité de l'économie suisse et vaudoise au niveau international constitue notre atout majeur. En misant sur l'innovation, la qualification de leur personne et la haute qualité de leurs produits, nos entreprises – aussi bien les PME que les grandes sociétés – pourront faire face à leurs concurrents étrangers.

1 franc sur 3	est gagné grâce aux échanges avec l'Union européenne (en 2014)
3,1 % 5 <sup>ème</sup>	taux de chômage en Suisse (en juin 2015) rang occupé par la Suisse au classement mondial de la richesse par habitant (en 2013)

### NOUS VOULONS

- soutenir la voie bilatérale avec l'UE et renouveler les accords bilatéraux, afin de lever l'insécurité juridique qui empêche la vie des entreprises;
- conclure des accords de libre-échange avec des pays tiers, notamment les marchés en pleine croissance (Asie, Amérique du Sud, Afrique);
- soutenir les commerces et les entreprises, qui sont les premiers créateurs d'emplois;
- offrir de meilleures chances professionnelles aux femmes et aux personnes de plus de 55 ans et profiter de leur expérience professionnelle;
- garantir un partenariat social sans interventionnisme étatique.

### NOUS NE VOULONS PAS

- affaiblir notre système économique en acceptant une hyper-régulation prônée par diverses initiatives populaires;
- introduire une durée de travail hebdomadaire de 35 heures en Suisse;
- introduire des quotas;
- alourdir le droit du travail;
- empêcher les magasins d'harmoniser leurs horaires en fonction des nouveaux modes de vie des consommateurs.

# 2.1.



Liberté

Cohésion

Innovation

## AGRICULTURE – VITICULTURE

Valeurs: liberté, cohésion

L'agriculture contribue de manière importante à notre économie, mais aussi à la préservation de notre environnement et de nos paysages. La défense de l'agriculture passe par la promotion et la valorisation des produits locaux, la défense d'une fiscalité supportable, l'utilisation des matières locales ainsi qu'un aménagement du territoire en adéquation avec les besoins multiples de l'économie. Le PLR Vaud se bat pour une agriculture et une viticulture productive, écologique et proche des consommateurs.

1'368	Nombre d'exploitations agricoles qui ont disparu en Suisse (en 2013)
2 <sup>ème</sup>	Rang occupé par le canton en terme de surface viticole au niveau suisse (en 2015)
CHF 13,8 mia	Budget fédéral de la politique agricole de 2014 à 2017

### NOUS VOULONS

- favoriser une agriculture productive, dans le respect de la nature et de la qualité des produits;
- contrecarrer le tourisme d'achat à l'étranger par le renforcement de la compétitivité des produits suisses et vaudois et favoriser leur promotion;
- favoriser les compléments de revenu par des activités proches de l'agriculture ou par des revenus annexes;
- simplifier les tâches administratives et diminuer la bureaucratie;
- alléger le carcan de la LAT et de ses ordonnances, afin de garantir la viabilité économique à long terme des entreprises agricoles;

### NOUS NE VOULONS PAS

- d'une fiscalité agricole qui lèse les agriculteurs;
- d'un «Swissness» qui ne serait pas un véritable outil de promotion, mais un handicap pour les producteurs.

# 2.2.



## TOURISME

Valeurs : liberté, innovation

La Suisse et le canton de Vaud ont, de tout temps, été des destinations touristiques prisées par les touristes étrangers ou indigènes. Cela comprend également le rôle méconnu, mais important, des écoles privées internationales et des cliniques. La vétusté de certaines infrastructures et le franc fort tendent à pénaliser notre pays et notre canton par rapport à nos voisins européens. Des réflexions régionales et des investissements sont nécessaires pour mettre en valeur notre patrimoine, nos produits et nos paysages.

1 <sup>er</sup>	Le château de Chillon est le monument le plus visité en Suisse
29%	Part des nuitées réservées par les touristes de la zone euro dans le canton (en 2014)
6 <sup>ème</sup>	Rang occupé par la Suisse pour la compétitivité du tourisme (en 2015, 1 <sup>ère</sup> en 2013)

### NOUS VOULONS

- améliorer les conditions-cadre permettant le maintien et le développement du tourisme sur tout le territoire du canton ;
- développer la complémentarité des différentes stations de montagne, dans la perspective d'un tourisme de « quatre saisons » ;
- améliorer l'accès à nos régions de montagne et périphériques, tant par la route que par le rail, mais aussi la mobilité entre les différentes stations ;
- renforcer les infrastructures publiques de loisirs ;
- soutenir le développement d'événements (congrès, événements internationaux, etc.).

### NOUS NE VOULONS PAS

- d'un tourisme étatisé et subventionné.



## SECURITE – JUSTICE

Valeurs : Liberté, cohésion

Le maintien de la sécurité publique et le respect de la justice sont les garants de la stabilité et de la liberté des citoyens. Le PLR veut garantir un maximum de liberté à chaque citoyen tout en les protégeant de manière adéquate. Aujourd'hui, il convient d'apporter une réponse ferme aux agressions, aux cambriolages et aux escroqueries. A ce sentiment d'insécurité s'ajoute désormais celui d'impunité et la surpopulation carcérale et une législation trop clémentine noircissent encore le tableau. Notre société a plus que jamais besoin de lois claires, de procédures efficaces et rapides et de capacités de détention adéquates.

145 %	taux d'occupation de la prison de la Croisée (en 2013)
1 an	peine de prison minimum infligée à un conducteur coupable de « délit de chauffard » suite à l'introduction de Via Sicura
46	nombre de minutes écoulées entre deux cambriolages en moyenne dans le canton (en 2014)

### NOUS VOULONS

- garantir une justice qui s'attache davantage à la protection et à l'écoute de la victime qu'aux circonstances atténuantes pour l'auteur ;
- confier aux instances judiciaires une compétence de jugement immédiat pour la petite délinquance et les flagrants délits, afin de raccourcir le délai entre infraction et sanction ;
- adapter notre système juridique aux technologies modernes (pour faire face aux nouveaux dangers, comme la cybercriminalité) ;
- prioriser les missions de la police sur les questions sécuritaires plutôt que sur les questions de stationnement ou administratives ;
- améliorer et renforcer la collaboration entre les forces de l'ordre (polices, gardes-frontière, etc.) et supprimer les doublons coûteux ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- légitimer une justice à deux vitesses, dans laquelle une infraction routière serait sanctionnée plus durement qu'un brigandage ou une agression (Via Sicura) ;
- cautionner l'angélisme et le laxisme de la gauche envers les délinquants ;
- substituer les cellules des postes de police aux prisons ;
- que des criminels soient dans la rue, faute de place dans les prisons ;
- stigmatiser les étrangers à cause d'une minorité de criminels.

# 3.1.

## ARMÉE – SECURITE INTERNATIONALE



Liberté



Cohésion



Innovation

Valeurs : liberté, cohésion

L'environnement sécuritaire international est source d'inquiétude. Du printemps arabe au conflit ukrainien, en passant par l'émergence de l'Etat Islamique, les crises régionales et les déstabilisations se sont multipliées. La menace est aujourd'hui hybride et prend le plus souvent la forme d'un terrorisme international et de conflits asymétriques qui ne connaissent plus les frontières conventionnelles. Or, nous voulons un pays sûr. Face à une gauche qui veut la supprimer, la nécessité de notre armée doit être réaffirmée. Malgré l'importance croissante de la sécurité, et des moyens modernes qui l'accompagnent, le budget de l'armée n'a cessé d'être réduit ces dernières décennies. Il faut donc redonner à l'armée les moyens de remplir ses missions constitutionnelles (combattre, protéger et aider), tout en tenant compte des menaces futures.

0,7 %	part du PIB dévolu à la défense en 2013 (en Suède, 1,1 %)
1978	année où les Tigres ont été mis en service
7	bataillons d'infanterie sur 30 seulement sont entièrement équipés en matériel et véhicules (en 2015)

### NOUS VOULONS

- maintenir une armée performante et correctement équipée ;
- mieux prendre en considération les conditions-cadre (formation, économie et famille) dans l'obligation de servir ;
- fixer le budget de l'armée à CHF 5 mia au minimum par année et introduire un cycle de financement pluriannuel ;
- maintenir une base industrielle domestique performante pour l'équipement militaire et le maintien du savoir-faire ;
- renforcer les services de renseignement civils et militaires, afin de répondre aux nouveaux défis liés au terrorisme et à la cybersécurité, tout en préservant la sphère privée des citoyens ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- cautionner la vision passéiste et antimilitariste des deux extrêmes du parlement fédéral qui bloque toute réforme de l'armée ;
- porter atteinte au principe de l'armée et de la protection civile de milice ;
- couper l'acquisition de matériel essentiel qui empêcherait l'armée de remplir ses missions.

# 4.



## POLITIQUE EXTERIEURE – IMMIGRATION – ASILE

Valeurs : liberté, cohésion

La Suisse n'est pas une île ; au cœur de l'Europe, elle doit tenir compte de ses voisins. A ce titre, la politique extérieure de la Suisse sert à défendre ses intérêts, à promouvoir ses valeurs, à garantir la sécurité et la prospérité de notre pays. Aujourd'hui, la Suisse jouit d'une position favorable sur l'échiquier international et d'une bonne image à l'étranger. Toutefois, elle est confrontée à deux défis de taille : mettre en œuvre l'initiative contre l'immigration de masses sans déclencher la « clause guillotine » qui mettrait en péril la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE). Son second défi est de maintenir le caractère concurrentiel et attractif du pays pour les entreprises étrangères. L'intégration des immigrés passe par des mesures d'encouragement, mais également par des obligations. La Suisse doit conserver sa tradition humanitaire en matière d'asile et participer à l'effort commun pour aider ceux qui risquent leur vie dans leur pays d'origine. Notre devise dans ce domaine : « ferme, mais juste ».

41,4 %	part de nouveaux arrivants en provenance de l'UE qui disposent d'un diplôme de niveau tertiaire (en 2013)
20 %	part des réfugiés travaillant en Suisse (en 2014)
0,49 %	part du revenu national brut par habitant dédié à l'aide au développement (en 2014)

### NOUS VOULONS

- défendre les intérêts suisses sur l'échiquier international ;
- conserver la tradition humanitaire de la Suisse en accueillant les personnes qui risquent leur vie dans leur pays d'origine ;
- garantir et développer la voie bilatérale avec l'Union européenne ;
- une politique migratoire rigoureuse mais juste envers les Etats tiers ;
- conditionner la citoyenneté suisse à une intégration réussie ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- isoler la Suisse ;
- adhérer à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen (EEE) ;
- rendre automatique la reprise du droit européen (la population doit avoir le dernier mot pour l'adoption de la législation de l'UE) ;
- résilier les accords de Schengen et Dublin ;
- céder à un angélisme déplacé envers les demandeurs d'asile.

## SANTÉ

Valeurs : liberté, cohésion, innovation

La Suisse possède un système de santé public et privé efficace et de grande qualité, dont l'accès est garanti à tout un chacun. Cette qualité a toutefois un prix, qui se traduit par une augmentation chronique des primes. Afin d'endiguer cette tendance, il faut notamment concentrer les soins de pointe pour éviter une offre redondante dans les cantons. Il faut en outre influencer sur les réflexes de consommation de la population, en la responsabilisant davantage et en établissant une chaîne de consultation (valorisation des médecins de famille). Nous voulons aussi maintenir un système de concurrence régulée pour garantir aux patients le libre choix de leur médecin et la qualité des prestations. Enfin, pour être efficient, le domaine de la santé doit allier prévention et innovation.

14,6 %	part des emplois dans le domaine de la santé dans le canton en 2012 (au niveau national, ce dernier représente 12,8 % des emplois et 25,2 % dans le canton de BS)
5,9 %	part de l'augmentation des primes durant le mandat d'Alain Berset (4,8 % pour Pascal Couchepin)
450 mios	montant total en francs de la baisse des prix des médicaments au profit des consommateurs en 2011 grâce à Didier Burkhalter

## NOUS VOULONS

- améliorer la qualité et promouvoir le progrès médical via des incitations à l'innovation et l'introduction de nouvelles technologies médicales (e-Health);
- moins de règlements et plus de responsabilité des acteurs au sein du système de santé;
- évaluer la pertinence des ajouts lors de l'élargissement du catalogue de prestations à charge de la LAMal;
- développer une collaboration publique-privée équilibrée tout en garantissant une juste concurrence entre les établissements privés et publics;
- instaurer le dossier électronique pour les patients, en veillant à une sécurité optimale des données.

## NOUS NE VOULONS PAS

- laisser une économie planifiée et une étatisation du domaine de la santé s'installer, qui entraîneraient une diminution de la qualité des prestations, une augmentation du temps d'attente et qui feraient exploser la dette;
- introduire une caisse unique nationale ou cantonale;
- nous diriger vers une surexploitation de la solidarité avec des primes et des franchises fixes en fonction du revenu et supprimer les franchises élevées;
- tolérer une pénurie de travailleurs qualifiés dans le domaine de la santé suite à la mise en œuvre de l'initiative du 9 février 2014;
- instaurer une prévention qui tomberait dans le paternalisme (à l'exemple des publicités française « manger-bouger »);

# 6.



## SYSTEME SOCIAL ET ASSURANCES SOCIALES

Valeurs : liberté, cohésion

Un filet social est essentiel à la cohésion de notre société et assure la dignité des personnes dans le besoin. Or, notre canton est aujourd'hui le plus généreux de Suisse et nous assistons à une explosion chronique des dépenses dans ce domaine. Sur le plan fédéral, un financement sûr et durable de la prévoyance vieillesse est nécessaire pour que nos enfants puissent, eux aussi, bénéficier de ce système fondé sur trois piliers, qui est fondamental pour la cohésion intergénérationnelle. A l'échelle nationale et cantonale, il faut tout entreprendre pour que les seniors puissent jouir d'une retraite digne.

2,5 x	multiplication du budget social en dix ans dans le canton
3,6 %	taux d'aide sociale dans le canton (en 2014)
424	dépenses annuelles en francs par habitant pour l'aide sociale en 2012 (ZH : CHF 332.-)

### NOUS VOULONS

- un Etat social efficace, financièrement supportable ;
- concentrer l'aide sociale sur ceux qui en ont vraiment besoin ;
- mettre en place un guichet unique pour plus de transparence dans le système social ;
- poursuivre la réforme de l'AI, en mettant l'accent sur la réinsertion dans le marché du travail ;
- instaurer un âge de la retraite flexible, au lieu d'un « âge-guillotine » rigide.

### NOUS NE VOULONS PAS

- créer une société de citoyens captifs de l'aide sociale, ni favoriser le recours à l'assistance ;
- augmenter constamment le coût de la facture sociale ;
- accepter que l'aide sociale place ses bénéficiaires dans une situation plus favorable que celle de travailleurs - particulièrement lorsque cela découragerait le retour à l'emploi ;
- multiplier les aides par l'élargissement régulier de l'éventail des bénéficiaires et des prestations ;
- augmenter le plafond des subventions pour les assurances-maladie.

# 7.



## FORMATION – RECHERCHE

Valeurs : liberté, cohésion, innovation

L'éducation et la formation sont les meilleurs investissements pour l'avenir et le moteur de notre économie. Dans ces domaines, la Suisse est bonne élève : ses écoles publiques sont de bonne qualité et ses hautes écoles et instituts de recherche à la pointe de la technologie au niveau mondial. La force du système de formations suisse réside notamment dans la formation duale offerte aux apprentis et les synergies entre les instituts de recherche et les entreprises privées. Cependant, la Suisse doit continuellement adapter ses conditions-cadre afin de rester attractive pour les chercheurs et améliorer le processus d'orientation des jeunes.

CHF 26 mia	montant injecté par la Confédération dans la formation et la recherche (période 2013-2016)
18'231	nombre d'apprentis dans le canton de Vaud (en 2013)
14	nombre d'institutions d'enseignement supérieur dans le canton (en 2015)

### NOUS VOULONS

- maintenir la qualité du système de formation (académique et professionnel) et l'égalité des chances qu'il permet d'atteindre ;
- encourager la diversité dans les méthodes et structures de formation et ainsi garantir l'existence, le développement, la reconnaissance et l'accès aux écoles privées à tous les niveaux (primaire, secondaire et tertiaire) ;
- encourager les apprentissages et la formation duale ;
- redéfinir le processus d'orientation en adéquation avec les besoins de l'économie ;
- maintenir et renforcer les liens entre le monde académique et l'économie ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- cautionner un enseignement dogmatique, qui n'offrirait pas des bases objectives aux étudiants ;
- augmenter toujours plus le niveau des diplômes nécessaires pour l'emploi (sur-académiser les titres), au détriment des formations professionnelles (rejet du « Professional Bachelor ») ;
- introduire un revenu de base inconditionnel pour les étudiants, ni centraliser le système de bourses à l'échelon fédéral ;
- de normes de construction rigides pour les édifices scolaires.

# 8.



Liberté

Cohésion

Innovation

## INFRASTRUCTURES – CROISSANCE

Valeurs : liberté, cohésion, innovation

Sur l'arc lémanique, dans le canton de Vaud et dans une moindre mesure en Suisse, la population est en constante augmentation. Cette croissance génère de nombreux défis : gestion du territoire, préservation de l'environnement, besoin en logements et en énergie. Pour le PLR, la croissance doit, avant tout, être synonyme d'évolution et de progrès. A contrario, la croissance zéro, voire l'idée de décroissance, signifie immobilisme et par conséquent régression et perte d'emplois. Notre canton et notre pays ont besoin d'une croissance respectueuse des ressources et de l'environnement, qui mette en avant l'innovation, afin de répondre aux besoins de la population.

+15 %

augmentation de la population vaudoise  
en 10 ans

1<sup>ère</sup>

place occupée par la Suisse au  
classement mondial de la capacité  
d'innovation en 2014 (USA : 6<sup>ème</sup> rang,  
Allemagne : 13<sup>ème</sup> rang)

## MOBILITE

Valeurs : liberté, innovation

Les Suisses sont majoritairement des pendulaires ! La majorité d'entre eux ne travaillent pas où ils vivent. Si les infrastructures routières et ferroviaires étaient à la pointe de la technologie il y a une trentaine d'année, les trains bondés et les embouteillages sont désormais autant de rituels aux heures de grande affluence. Les défis actuels ne seront relevés qu'en cessant d'opposer stérilement la route au rail. Un réseau de transport performant contribue à une bonne connexion entre zones urbaines et périphériques, et ainsi, à la bonne santé de l'économie et du tourisme. Les effets sont également profitables à l'environnement.

308'978	nombre de Vaudois pendulaires sur 755'400 habitants (en 2012)
21'509	nombre d'heures de bouchons par an en Suisse (en 2014)
plus d'1 mio	nombre de personnes prenant le train chaque jour (en 2014)

### NOUS VOULONS

- développer une politique des transports multimodale ;
- appliquer le principe du pollueur-payeur pour le financement des infrastructures ;
- augmenter la cadence des trains au quart d'heure et la capacité des wagons aux heures de pointe sur l'axe est-ouest ;
- supprimer les goulets d'étranglement par la création de nouvelles infrastructures ferroviaires et routières et une meilleure gestion du trafic routier ;
- promouvoir la recherche et l'innovation pour des infrastructures et des véhicules toujours plus performants et moins polluants ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- opposer par principe la route et le rail, ainsi que les transports individuels aux transports publics ;
- discriminer les conducteurs de transports individuels motorisés (TIM) ;
- augmenter la taxe sur les carburants ;
- isoler le Tessin du reste de la Suisse en refusant le deuxième tube routier pour le tunnel du Gothard ;
- désavantager les régions périphériques en faveur des grands centres ;



## LOGEMENT

Valeurs : liberté, innovation

Alors que la pénurie de logement est une réalité, les nombreux projets en cours dans notre canton permettent de voir l'avenir avec plus de confiance. Les problèmes ne seront cependant pas résolus par une ingérence étatique. L'augmentation naturelle de la population, l'immigration et la multiplication des familles monoparentales génèrent une demande croissante de logements.

4'515	nombre de nouveaux logements construits dans le canton (en 2013)
0,7 %	taux de logements vacants dans le canton (en 2014)
99 m <sup>2</sup>	surface moyennée des logements en Suisse (en 2013)

### NOUS VOULONS

- limiter les aides aux logements aux personnes réellement dans le besoin ;
- favoriser les investissements privés et l'accès à la propriété de son logement ;
- assouplir les trop nombreuses contraintes légales actuelles (droit du bail, LAT, loi sur la rénovation, etc.) qui découragent la mise sur le marché d'appartements en location ;
- réduire et simplifier les règles en matière d'aménagement du territoire et de construction pour faciliter et densifier les constructions ;
- améliorer la mixité entre espaces résidentiels et commerciaux, pour plus de proximité entre lieu de travail et domicile.

### NOUS NE VOULONS PAS

- laisser l'Etat fixer les prix en matière de loyers, comme la gauche le souhaite ;
- augmenter la planification étatique de la construction et la bureaucratie, qui freinent les investissements privés ;
- retirer aux communes le droit de gérer leur développement territorial ;
- renforcer davantage le droit du bail, qui est suffisamment développé ;
- mettre fin à l'accès à la propriété en acceptant l'initiative de l'ASLOCA, qui prévoit un droit d'expropriation ;

# 8.3.



## TELECOMMUNICATIONS

Valeurs : cohésion, innovation

D'excellentes infrastructures de télécommunication, autant dans les centres urbains que dans les régions rurales, sont un enjeu crucial pour la cohésion de notre société et son économie. Les outils de télécommunication modernes, comme Internet, doivent être généralisés et rendus accessibles à tous. Grâce à eux, le télétravail est désormais possible et devrait être davantage promu au sein des entreprises. Cette nouvelle façon de travailler permettrait, d'une part, une meilleure conciliation de la vie privée et professionnelle et d'autre part, participerait à la diminution du nombre de pendulaires.

86 %	part des ménages disposant d'une connexion Internet haut débit en 2014 (mobile ou fixe)
6 fois plus	ce que paient les Suisses par rapport aux Européens lorsqu'ils surfent sur Internet avec leur téléphone portable depuis l'étranger (en 2014)
15-20 %	part des auditeurs qui utilisent la DAB+ en 2015 (objectif: 100 % en 2020)

### NOUS VOULONS

- généraliser le réseau de fibre optique dans les centres urbains et dans les régions rurales ;
- ouvrir le marché de la téléphonie à une plus grande concurrence pour baisser les prix ;
- trouver une solution au prix élevé du roaming en Suisse ;
- lutter contre le harcèlement téléphonique.

### NOUS NE VOULONS PAS

- introduire une nouvelle taxe forfaitaire sur les connexions Internet.

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Valeurs: liberté, cohésion

L'aménagement du territoire est un rouage essentiel du bien vivre ensemble. Parvenir à conjuguer croissance de la population, emploi, développement des infrastructures, maintien de la qualité de vie et un paysage harmonieux est un défi. Avec l'introduction de la LAT, les cantons sont soumis à un véritable « millefeuille » législatif. En matière d'aménagement du territoire, on assiste à la prise de pouvoir de l'administration, cantonale d'abord, et depuis peu, fédérale. Dans ce domaine complexe, il est essentiel de redonner un réel pouvoir décisionnel aux communes et au canton et d'appliquer le droit de manière souple et pragmatique.

4	nombre de villes supplémentaires dans le canton de Vaud en 2014 (apparues en corollaire de l'augmentation de la population (+1,6 %))
14'800	nombre d'hectares occupés par des habitations dans le canton de Vaud (zones agricoles: 155'584 hectares et zones avec des centres commerciaux: 60 hectares, en 2009)
70 %	part des communes vaudoises touchées par la LAT (possédant des zones constructibles surdimensionnées)

### NOUS VOULONS

- appliquer la LAT et la Lex Weber de manière pragmatique et réaliste, en tenant compte de la compétence des communes et de leurs particularités propres;
- lutter contre le mitage du territoire et du paysage par des moyens adéquats et proportionnés;
- nous assurer que l'administration fédérale n'outrepasse pas ses compétences par une bureaucratie inutile dans ses ordonnances de mise en œuvre de la législation fédérale;
- adapter le plan directeur cantonal aux réalités du terrain, réévaluer régulièrement son adéquation à la situation du moment et, le cas échéant, proposer des modifications;
- valoriser le patrimoine bâti en facilitant sa réhabilitation.

### NOUS NE VOULONS PAS

- surprotéger le paysage au détriment des impératifs économiques et démographiques;
- mettre en œuvre la révision de la LAT II, alors que nous n'avons pas encore pris la mesure des effets néfastes de la première révision, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2014;
- approuver un aménagement du territoire imposé par l'administration fédérale, via des règlements qui échappent au pouvoir législatif;
- instaurer un droit de préemption qui fige les projets et retient les investissements;
- supprimer la possibilité pour les communes de prélever la taxe d'équipement communautaire.

## ENERGIE

Valeur : innovation

Il paraît illusoire de freiner fortement la consommation d'énergie électrique. A lui seul, le parc immobilier suisse consomme 50 % de notre énergie. La bonne nouvelle est que le potentiel d'économies est très important, si l'on généralise le concept d'efficacité énergétique des bâtiments (isolement, nouvelles sources de chauffages, etc.). La mauvaise nouvelle est que la politique énergétique actuelle est encore frileuse en termes d'innovation. Vu le choix stratégique du Conseil fédéral de se passer du nucléaire dans un horizon proche, il est indispensable de prendre toutes les mesures pour valoriser et développer des solutions indigènes de production d'énergie électrique alternative, en priorité les énergies renouvelables. Il faut aujourd'hui passer d'un système de subvention à un système d'incitation et viser l'autonomie énergétique de la Suisse.

34	le nombre d'éoliennes en Suisse en 2015 (en Belgique : 498 en 2012)
0,1 %	part des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse au niveau mondial en 2015 (Chine : 25 %, USA : 13 %)
25 mio	montant en francs issus de la taxe sur le CO <sub>2</sub> alloué à la recherche technologique

### NOUS VOULONS

- diminuer notre dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger en renforçant la production indigène ;
- intensifier le développement des énergies renouvelables, notamment des parcs éoliens, de l'énergie hydraulique, du solaire et de la géothermie ;
- mettre hors service de manière réfléchie et progressive - à un rythme financièrement supportable pour les entreprises et les ménages - les centrales nucléaires existantes, sans fermer la porte à un nucléaire de 4<sup>ème</sup> génération ;
- encourager fiscalement les entreprises et les privés qui choisissent des énergies propres ;
- viser une plus grande efficacité énergétique des bâtiments, notamment en encourageant la rénovation et l'isolation du parc immobilier et de production ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- utiliser des moyens disproportionnés pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ;
- fermer la porte à de nouvelles technologies à cause d'un blocage idéologique ;
- introduire de nouvelles taxes et subventions qui pénaliseraient les familles et les entreprises ;
- freiner la production énergétique indigène par des normes contraignantes pour la remplacer par des importations d'électricité produite à partir de technologies que nous n'acceptons plus en Suisse (charbon, centrales nucléaires, centrales à gaz) ;
- avaliser une stratégie énergétique 2050 qui pénaliserait les entreprises sur le marché indigène et à l'exportation ;

## ENVIRONNEMENT

Valeur : innovation

L'environnement est une thématique étroitement associée aux questions de l'aménagement du territoire, de l'énergie, de la mobilité et du logement. Dans notre pays, où les standards en matière d'environnement sont déjà élevés, les politiques environnementales et climatiques sont confrontées à un défi de taille : répondre aux besoins de l'économie et de la population, tout en altérant le moins possible le paysage, les ressources naturelles, la faune et la flore. Il en va du bien-être des générations futures. Les ressources naturelles doivent être utilisées avec parcimonie et des politiques réfléchies et pragmatiques doivent être mises en œuvre.

44 %	part des déchets recyclés dans le canton de Vaud (en 2014)
11 <sup>ème</sup>	rang occupé par la Suisse au classement mondial des meilleures politiques climatiques en 2014 (devant la France et derrière l'Irlande)
309	nombre de litres d'eau consommés par habitant et par jour par les ménages et les industries suisses en 2013 (en 1981 : 500 litres)

### NOUS VOULONS

- maintenir un haut niveau de qualité de vie dans notre pays et notre canton, aussi bien en ville qu'en zone rurale et en montagne ;
- assurer un équilibre entre la préservation de notre environnement et les besoins de notre société ;
- promouvoir les nouvelles technologies, pour une meilleure utilisation des ressources naturelles et une meilleure gestion des déchets ;
- inciter les entreprises à économiser les ressources via des avantages fiscaux pour celles qui investissent dans les énergies renouvelables et qui prennent des mesures pour économiser les énergies fossiles ;
- encourager les consommateurs à être auto-responsables - ceux-ci doivent « mieux » et pas forcément « moins » consommer - via une approche pragmatique et en adaptant les infrastructures environnantes.

### NOUS NE VOULONS PAS

- céder à une écologie excessive ;
- lier les problèmes dus à l'immigration aux problèmes environnementaux (Ecopop) ;
- ajouter des taxes, des règlements et de la bureaucratie pour contraindre les entreprises à être « éco-responsables ».

# 9.



## CONCILIATION VIES PRIVEE ET PROFESSIONNELLE

Valeurs : liberté, innovation

La politique familiale doit évoluer avec les modes de vie. Or, la Suisse a encore du retard à rattraper dans le domaine de la conciliation entre vies privée et professionnelle. Les parents rencontrent encore de nombreux obstacles, comme la garde des enfants ou la réinsertion professionnelle du parent qui est resté à la maison pour s'occuper d'eux. Dans ce contexte, c'est aux communes, avec le soutien de l'Etat, qu'il revient de répondre aux besoins des familles, tout en évitant une explosion des dépenses pour les collectivités.

59.2 %	part de femmes actives travaillant à temps partiel en 2014 (pour les hommes : 15.9 %)
8'000	nombre de places d'accueil de jour manquantes dans le canton (en 2013)
600'000	nombre d'habitants en Suisse qui ont besoin de plus de 45 minutes pour se rendre sur leur lieu de travail (en 2013)

### NOUS VOULONS

- favoriser des modèles de travail flexibles et diversifiés pour les parents (poste à temps partiel, partage de postes de travail, télétravail, flexibilité des horaires);
- permettre une meilleure réinsertion professionnelle du parent qui a cessé de travailler pour élever les enfants;
- favoriser et faciliter la création de structures d'accueil de jour (cantines scolaires, soutien aux devoirs, heures d'études aménagées), tant en milieu urbain que rural;
- réduire la bureaucratie absurde et les normes rigides régissant les crèches, les structures d'accueil et les mamans de jour;
- augmenter les déductions fiscales pour frais de garde à hauteur de CHF 24'000.- par année et par enfant.

### NOUS NE VOULONS PAS

- entraver la garde d'enfants par des tiers au moyen d'une lourde bureaucratie ou des contraintes comme un permis pour la garde d'enfants par les grands-parents et les proches;
- instaurer des incitations négatives à l'encontre des femmes sur le marché du travail;
- tolérer que le coût des crèches s'apparente à un nouvel impôt pour les familles de la classe moyenne.

## CULTURE – SPORTS

Valeurs : liberté, cohésion

Une offre culturelle et des infrastructures sportives performantes sont essentielles à la qualité de vie des citoyens. Notre canton, avec le soutien de nombreuses associations, propose une large palette d'activités culturelles et ludiques pour tous les goûts. Côté sport, il n'est pas en reste. Le canton abrite de nombreux clubs sportifs et permet, de par sa géographie, de nombreuses activités. Bien plus que l'image du canton, c'est également son attrait touristique – et donc économique – qui est en jeu. Le financement de ces infrastructures et offres culturelles nécessite une réflexion entre le privé et le public.

18	nombre de théâtres à Lausanne (en 2015)
55	nombre de Fédérations internationales sportives ayant leur siège dans le canton de Vaud (en 2015)
250'000	nombre de visiteurs chaque année au Montreux Jazz festival

### NOUS VOULONS

- soutenir et promouvoir les projets culturels et sportifs qui répondent à un réel besoin ;
- faciliter un accès à la culture pour toutes les bourses ;
- encourager la pratique du sport par le plus grand nombre, en instaurant une réelle politique sportive cantonale, régionale et communale ;
- améliorer et développer les infrastructures publiques ;
- encourager le mécénat et les activités bénévoles ;

### NOUS NE VOULONS PAS

- soutenir une culture qui ne devrait sa survie qu'aux subventions ;
- promouvoir une offre culturelle surdimensionnée par rapport à notre bassin de population.

## MONDE NUMERIQUE

Valeurs : liberté, innovation

Internet fait désormais partie de notre quotidien et a considérablement modifié nos modes de vie. Les outils numériques sont de formidables moyens de communication, ils permettent aux citoyens d'exercer leur droit à la liberté d'expression et contribuent fortement au développement économique. Toutefois, ces nouvelles technologies entraînent leur lot de nouveaux dangers et les enfants sont devenus les premières victimes. Cependant, il ne faut pas tomber dans l'excès régulateur et freiner la croissance d'Internet, mais appliquer un juste contrôle et garantir une formation adéquate notamment auprès des jeunes. Il convient aussi de développer la cyberadministration dans le domaine des droits politiques, et ainsi de permettre aux citoyens de voter via internet.

97 %	part des adolescents suisses possédant un smartphone en 2014 (50 % en 2010)
1 sur 14	nombre d'enfants touchés par le cyberharcèlement en Suisse (en 2015)
3 <sup>ème</sup>	rang européen occupé par la Suisse concernant les achats et ventes sur Internet (en 2014)

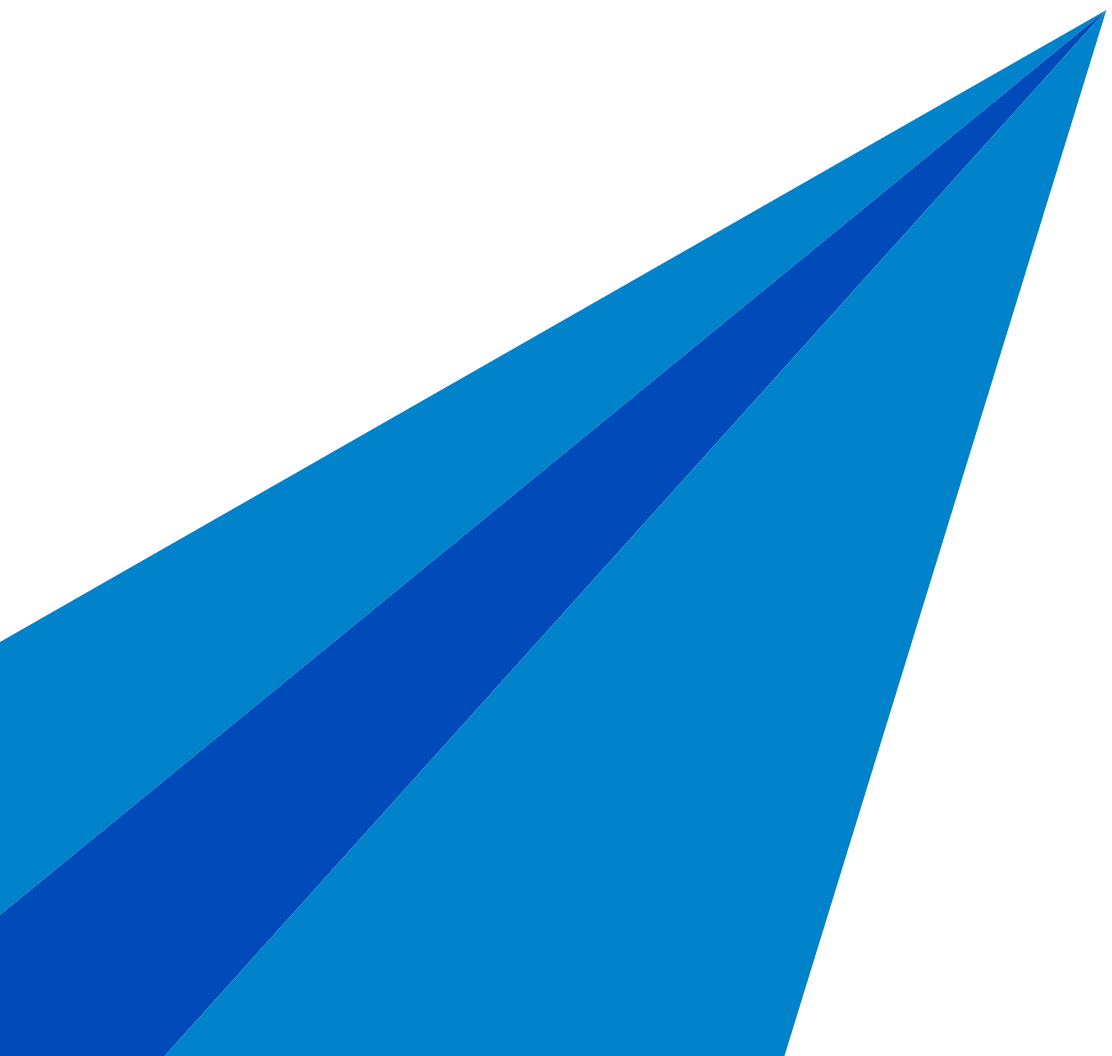
### NOUS VOULONS

- défendre une politique numérique libérale, dans le respect de la sphère privée ;
- assurer la protection des données privées ;
- renforcer la prévention auprès des enfants et des jeunes dans les écoles (au sujet des réseaux pédophiles, du lobbying, du harcèlement, etc.), en intégrant notamment cette dernière dans le cursus scolaire obligatoire et dans les activités parascolaires ;
- soutenir le libre marché et le développement d'un nouveau modèle de marché pour les œuvres culturelles ;
- généraliser le « e-voting » pour les Suisses de l'étranger.

### NOUS NE VOULONS PAS

- criminaliser les internautes.
- cautionner un interventionnisme étatique disproportionné.
- étouffer l'évolution d'Internet et des outils qu'il offre par une surréglementation.





**PLR**  
Les Libéraux-Radicaux

---